

La gauche radicale belge rivalise avec le PS

Le PTB profite des affaires qui minent la réputation du parti au pouvoir en Wallonie

BRUXELLES - *correspondant*

Le scandale Publifin-Nethys, sur lequel enquête désormais une commission parlementaire wallonne, profite à l'extrême gauche. Ce groupe est présent, au travers d'une myriade de filiales, dans plusieurs secteurs (énergie, assurance, finance, médias, télé-distribution). Très rentable, il a largement rémunéré de nombreux mandataires politiques qui siègent dans ses organes dirigeants, même lorsqu'ils n'effectuaient aucune prestation.

Dans quel but ? C'est ce que tentent d'éclaircir, avec difficulté, les députés du Parlement régional wallon, alertés par les révélations d'un élu centriste, écœuré par les indemnités qui lui étaient promises. Sont concernés Stéphane Moreau, le patron de la société, un mandataire PS, rémunéré à hauteur de 1 million d'euros par an, et André Gilles, président PS de la province de Liège, ex-président du conseil d'administration. Beaucoup doutent que l'affaire entraînera un réel changement des pratiques : Publifin est majoritairement détenue par la province de Liège et les municipalités qui la composent. Elles sont en grande partie socialistes et refuseront de se faire hara-kiri au nom de l'éthique.

Un tournant

Sur le plan électoral, en revanche, les effets du scandale pourraient être dévastateurs, surtout pour un PS longtemps dominant mais désormais dépassé, à en croire un sondage récent, tant par le Mou-

vement réformateur libéral du premier ministre fédéral, Charles Michel, que par le Parti du travail de Belgique (PTB), une formation de la gauche radicale. Elle avait réalisé 5,8 % lors des élections de 2014 en Wallonie mais était créditée, le 24 mars dernier, de 20,7 %. Le PS de l'ex-premier ministre Elio

Di Rupo, lui, chuterait de 30,9 à 20,3 % - contre près de 40 % des suffrages il y a dix ans.

Le PTB a été, au départ, surtout présent dans les universités et quelques bassins ouvriers (dont le port d'Anvers). Ce parti communiste « *en construction* », né à la fin des années 1970, puisait ses racines dans le maoïsme pur et dur. En 2008, un congrès entérinait toutefois un tournant formel, explique Pascal Delwit, politologue, auteur de *Les Gauches radicales en Europe, XIX^e-XXI^e siècles* (Editions de l'Université libre de Bruxelles, 2016).

Le parti abandonne alors son sectarisme, ses références et son drapeau, où le visage de Staline côtoyait ceux de Marx et de Mao. Il privilégie les « *petites conquêtes* », explique M. Delwit, et s'inspire désormais du Parti socialiste (SP) des Pays-Bas, une ancienne formation marxiste-léniniste devenue un parti antisystème avant d'être, au milieu des années 2000, candidat au pouvoir au niveau national. Fort de quelque 9 000 adhérents recensés, le PTB s'est inspiré de la stratégie de communication de son homologue néerlandais et a propulsé dans les médias l'un de ses leaders, Raoul Hedebouw. Un député et porte-parole, gouailleur, par-

fait bilingue et marxiste-léniniste revendiqué, devenu une vedette des plateaux télévisés.

Si ses racines sont surtout flamandes, le PTB progresse dans les bassins ouvriers de Wallonie et, dans une moindre mesure, à Bruxelles, où il séduit des déçus de la gauche socialiste et des Verts. Et son succès pourrait fournir des arguments aux partis nationalistes flamands, qui ne manquent jamais de souligner la difficulté à faire cohabiter dans un système fédéral deux démocraties, la flamande et la wallonne, aux orientations divergentes.

Si le glissement à gauche se confirme au sud alors qu'une droite

dure domine au nord, cela sera bientôt impossible, estime l'Alliance néoflamande (NVA), premier parti de Flandre. Theo Francken, secrétaire d'Etat fédéral à la Migration et membre de ce parti, traduisait la situation dans un entretien à *La Libre Belgique*, samedi 8 avril : « *On voit le PS comme un monstre, mais désormais on voit que, derrière ce monstre, il y en a un autre, encore plus affreux.* »

« *Le résultat du sondage va être utilisé par les forces séparatistes pour tenter de diviser encore davantage notre pays, convient Peter M. Mertens, le président du PTB. Un pays divisé signifie inévitablement un grand affaiblissement du mouvement des travailleurs et de la sécurité sociale.* » Pour lui, les « *deux démocraties* » qui cohabitent en Belgique seraient plutôt celle des riches et celle des pauvres et il prône donc « *des combats communs* » pour le nord et le sud du royaume. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS